

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



ARCHÉOLOGIE

HISTOIRE

GÉOGRAPHIE

PATRIMOINE

N° 94 - 1999 - Fasc. 3

SOMMAIRE

N° 94, 1999, 3

Denise BERNARD :

Les protestants à Vienne et la construction du temple 3

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

REVUE TRIMESTRIELLE

publiée pour "*répandre la connaissance de l'histoire de la ville et des antiquités viennoises*" (article premier des statuts de l'association).

Pour 1999 : montant de la cotisation avec abonnement au bulletin

Abonnement annuel normal	150 F.
Retraités et étudiants	130 F.
Abonnement de soutien	170 F.
Prix de vente au numéro	40 F.

Avis important : Les abonnements commencent avec le premier numéro de chaque année. Les numéros déjà sortis de presse dans l'année, au moment du règlement d'un abonnement nouveau, seront remis ou envoyés au nouvel abonné.

Tout changement d'adresse doit être signalé au secrétaire.

Correspondance et abonnements :

Société des "AMIS DE VIENNE"

Siège social : 3-5, Rue de la Table-Ronde, 38200 VIENNE

C.C.P. "Amis de Vienne" - LYON 185-71 J

Permanences : Les 1^{er} et 3^e mardis après-midi de chaque mois (de 15 h. à 18 h.).

Le Comité de rédaction laisse aux auteurs des articles l'entière responsabilité des opinions émises et la Société des Amis de Vienne déclare qu'elle n'entend approuver ni garantir les opinions d'aucun de ses membres.

En couverture :

"Sceau du chapitre de la très sainte église de Vienne". Il représente saint Maurice assis sur une chaire cantonnée de lions. Au-dessus de lui, c'est peut-être la cathédrale Saint-Maurice très stylisée.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

N° 94 - 1999 - Fasc. 3

Ministère
de la Justice

des Cultes.

Enregistré
le 21 - 8 - 1842

N^o.

Ordonnance du Roi.

Louis-Philippe, Roi des Français,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur le Rapport de notre Garde des Sceaux, Ministre
Secrétaire d'Etat au département de la Justice et des Cultes,

Vu la Loi Du 18 Germinal an 10;

Vu le Décret Du 15 Germinal an 12, ensemble
l'Ordonnance Du 12 Octobre 1842;

Vu le Budget des Cultes pour l'exercice 1843;
Nous avons ordonné & ordonnons ce qui suit.

Art. 1^{er}.

Il est accordé un Pasteur de plus à l'Eglise
consistoriale du Culte réformé dans la Dénomination
suit :

Mons, Département de l'Eure.

Art. 2.

Art. 3.

Le Traitements Du Pasteur accordé par l'art. 1^{er}
sera réglé conformément aux dispositions du Décret
Du 15 Germinal an 12 & de l'Ordonnance Du 12 Octobre
1842.

Art. 4.

Fig. 1 - Ordonnance de Louis-Philippe, créant un poste supplémentaire de pasteur dans le consistoire de Mens.

Les protestants à Vienne et la construction du temple

Après la révocation de l'Edit de Nantes en 1685, le culte protestant fut interdit en France, les temples démolis. Des persécutions impitoyables attendaient ceux qui essayaient de maintenir leur foi (galères pour les hommes quand ce n'était pas la mort, prison pour les femmes séparées de leurs enfants que l'on forçait à se convertir). On pense que 200.000 à 800.000 protestants s'exilèrent en Allemagne, en Suisse, en Hollande, en Angleterre¹. Lorsque Louis XVI en 1785, par l'édit de Tolérance, supprima les persécutions pour la foi protestante, dans la région viennoise il n'y avait pratiquement plus de protestants.

Mais dans le Trièves, grâce à quelques prédicants itinérants de grand courage dont Jean Béranger dit "Colombe" aidés par le terrain dont le relief rend l'accès difficile, il s'était maintenu des foyers protestants. Et, lorsque le 21 février 1795 la liberté religieuse est instaurée, l'église de Mens recommence à vivre et Jean Béranger en est le pasteur.

En 1802, Napoléon ratifie le Concordat qui organise les rapports entre les Églises et l'État. En 1805, l'église de Mens est érigée en consistoire². Le consistoire de Mens couvrait tout le département de l'Isère et même le nombre de 6.000 protestants exigé par la loi ne fut atteint qu'en ajoutant quelques centaines de réformés des Hautes-Alpes. Il n'y a alors dans ce consistoire qu'un poste de pasteur officiel payé par l'État à Mens, aidé par des pasteurs suffragants³.

En 1807, on forme dans ce consistoire la paroisse de Grenoble, Vienne, Vizille, Roybon, Voiron, érigée en poste officiel en 1819.

Cette paroisse était immense et le pasteur de Grenoble venait rarement

1 - NDLR - Il semble que l'estimation admise soit environ 250.000.

2 - Un consistoire est une réunion de ministres du culte et de laïcs élus, pour diriger les affaires de la communauté de plusieurs paroisses.

3 - Ministre protestant aidant le pasteur.

dans le secteur de Vienne. Progressivement des protestants pourtant s'y installaient, certains exilés pour leur foi revenant dans leur pays d'origine.

Ainsi à Jallieu dès 1787, la famille Perrégaux venant de Neuchâtel (Suisse) s'était installée et avait fondé une manufacture d'indiennes. Ils avaient amené avec eux leurs ouvriers, environ 150 personnes, qui étaient tous protestants. En 1792, le pasteur de Lyon, Frassard avait béni une salle de culte à Jallieu, située dans la manufacture de Perrégaux.

1 - La nomination des pasteurs

En 1843, par une ordonnance, le roi Louis-Philippe crée une paroisse supplémentaire dans le consistoire de Mens : (Fig. 1) le nouveau pasteur aura à desservir outre cette commune, celles des arrondissements de Vienne, Saint-Marcellin et La Tour-du-Pin, et devra résider à Jallieu.

Le gouvernement a donc choisi Jallieu comme centre de la paroisse, bien qu'à cette date Vienne contienne plus de protestants et malgré la demande du consistoire de Mens qui souhaitait le poste à Vienne. Mais, il semble que l'administration viennoise très catholique ne voulait pas un pasteur à Vienne.

A ce poste nouvellement créé est nommé comme pasteur Scipion Arnaud⁴, par ordonnance royale du 6 février 1844.

Arnaud ne reste pas longtemps à ce poste puisqu'en 1846, il devient pasteur de Grenoble et est remplacé par Charles Vermeil, bachelier en théologie, dont c'est le premier poste, nommé par une ordonnance royale du 20 avril 1846.

Le 14 juin 1851, Louis-Napoléon Bonaparte, président de la II^e République, approuve "l'élection faite le 26 février 1851 par le consistoire de l'Eglise Réformée de Mens (Isère) de Charles Faure, bachelier en théologie, en qualité de pasteur de la dite église consistoriale pour y remplacer Charles Vermeil nommé dans une autre église".

Puis c'est André Francou, qui succédera à Charles Faure, démissionnaire et restera à Jallieu jusqu'à sa mort en 1879, où il est remplacé par Folz.

Revenons à Vienne. En 1843, elle est donc une annexe de Jallieu, où vont se succéder, d'abord des évangélistes plus ou moins indépendants placés par la Société d'Évangélisation de Genève, puis à partir de 1855, des pasteurs suffragants dépendant du consistoire et de la Société d'Évangélisation de Nîmes. Mais les pasteurs officiels à Jallieu⁵ ne cessent de réclamer la création d'un nouveau poste à Vienne.

Le pasteur Faure, établit, le premier une statistique en 1852 pour appuyer sa demande.

Ainsi au total on dénombre : 487 protestants plus une vingtaine disséminés dans diverses communes.

4 - Scipion Arnaud était jusqu'alors pasteur de l'église consistoriale de la Motte-Chalonçon (Drôme).

5 - Qu'ils écrivent d'ailleurs Jallieu.

Arrondissement	Communes	Population protestante	Distance de Jallieu	Lieux de culte
La Tour du Pin	La Tour du Pin	5	16 km	Jallieu
	Saint-Victor	10	12 km	
	Bourgoin	12	4 km	
	La Grive	10	4 km	
	Jallieu	<u>130</u> 167		
Vienne	Vienne	150	37 km	Vienne Villeurbanne
	Luzinay	15	Par Lyon 70 km	
	Villeurbanne	25	40 km	
	Beaurepaire	<u>20</u> 210	40 km	
Saint-Marcellin	Saint-Marcellin	20	65 km	
	Tullins-Rives-Renage	50	35 à 40 km	
	Roybon	<u>40</u> 110	35 à 40 km	

En septembre 1853, ce même pasteur Faure insiste à nouveau auprès du président du consistoire de Mens.

"...On avait abandonné Luzinay et maintenant Luzinay semble plus que jamais et très sérieusement attiré à l'Evangile... je ne crois pas exagérer en affirmant que 40 à 50 personnes de Luzinay sont sérieusement protestantes, veulent vivre telles, et que plusieurs autres dont j'ignore le nombre sont attirées à nos doctrines... Nous avons, à Vienne, une ville de 25.000 âmes où se trouve déjà un noyau assez important de protestants, nous avons un village, Luzinay, qui en grande partie nous appelle, je dis : il faut que quelqu'un soit envoyé là... Le consistoire doit dès maintenant demander au gouvernement la création d'un poste à Vienne".

Le 3 mars 1854, le consistoire transmet au ministre de l'Instruction publique et des Cultes, une demande pour la création d'une place de pasteur à Vienne dont voici des extraits :

"...Considérant que la ville de Vienne renferme actuellement 200 protestants presque tous ouvriers dans les manufactures, ce qui rendrait d'autant plus nécessaires les lumières et les directions religieuses et morales qui leur manquent.

Considérant qu'un pasteur n'aurait pas, du reste, à desservir Vienne seulement, mais aussi d'autres localités, qu'il aurait, par exemple, pour annexe Luzinay, village situé à 15 km au nord de Vienne qui renferme 40 à 50 protestants, qu'il aurait à visiter et à édifier les protestants des environs de Villeurbanne, extrémité de la section de Jallieu et ceux de Beaurepaire dont

le chiffre réuni s'élève à environ 50, ce qui fait un chiffre total de 300... il serait souhaitable qu'un poste de pasteur fût créé à Vienne".

Mais le poste est refusé par le gouvernement, le pasteur Faure ne se jure pas battu. Il suffit de trouver un salaire de pasteur suffragant en frappant à toutes les portes. Il écrit le 26 mars 1854 à Cadoret président du consistoire de Mens : "Je me hâte de vous annoncer une bonne nouvelle, qui m'arrive à l'instant : la Société d'Évangélisation de Nîmes... vient de nous allouer la somme de 300 F.

...Nous avons 500 F. de Paris, 300 F. de Nîmes, 100 F. de Vienne, 50 F. de Jallieu : soit 950 F. Cela étant, je pose cette question : Mens, le centre protestant de l'Isère ne pourrait-il pas, d'une manière ou d'une autre donner la somme de 350 F. Ce n'est pas il me semble une bien grande affaire pour un grand centre protestant. Je sais bien que vous faites beaucoup pour d'autres œuvres, mais celle-ci est très importante et c'est notre œuvre, Vienne est à nous... Si nous n'y allons pas, bien des amis découragés rentreront ou dans le monde, ou dans le catholicisme; je le dis en toute conscience : nous serions bien coupables, de ne pas faire un sacrifice pour répondre à un pareil appel... Nous arriverions à un chiffre de 1.200 F. (salaire annuel), chiffre qui, à la rigueur suffirait pour une première année, du moins en attendant un peu mieux... Cela ne nous empêcherait nullement d'écrire encore et en Angleterre et à Genève pour obtenir un complément de traitement pour l'avenir.

Je le répète avec conviction : un peu de foi et de dévouement (moins qu'il n'en fallait il y a quelques siècles !) et la cause de Vienne, qui est la cause de Dieu est gagnée dès aujourd'hui".

Certes des pasteurs auxiliaires sont nommés par le consistoire et payés par la Société Centrale d'Évangélisation de Paris et celle de Nîmes, ainsi qu'avec des dons ou souscriptions diverses; mais ils ne restent en général pas longtemps à Vienne, certains seulement quelques mois. Ils sont là, souvent en attente d'un poste officiel.

La nomination de ces suffragants n'a pas à être ratifiée par l'État. Ainsi Cadoret écrivait au préfet le 18 novembre 1846 au sujet du ministre suffragant Martin : "Vous me faites remarquer que la délibération qui nomme ce ministre suffragant à Vienne, du pasteur de Jallieu et que M. le Sous-Préfet de Vienne vous a renvoyée, doit être soumise à M. le Ministre de la Justice et des Cultes, conformément à la circulaire du 18 janvier 1833. Je prendrai la liberté de vous faire remarquer respectueusement, M. le Sous-Préfet, que la circulaire précitée ne concerne que la nomination de pasteurs titulaires reconnus et salariés par l'État. Or il ne s'agit ici que de la nomination d'un aide, d'un simple suffragant que demande le pasteur titulaire de Jallieu, M. Vermeil, pour son annexe de Vienne, qui à cause de l'éloignement est en souffrance. Cet acte est du ressort du consistoire seul... Ce n'est qu'officieusement que le consistoire a cru devoir en informer M. le Sous-Préfet pour que M. Martin ne fut pas inquiété dans ses fonctions".

Lorsque certains de ses suffragants deviennent pasteurs officiels dans une

autre localité, une enquête de moralité est faite à leur sujet. Aussi, lorsque Louis-Olivier Benoît est nommé à Saint-Gilles, le préfet de l'Isère demande au sous-préfet de Vienne, des renseignements sur lui et celui-ci répond le 6 mai 1858 : "Je me fais un devoir réel de rendre hommage à la manière dont Benoît (Louis-Olivier) suffragant à Vienne, s'acquitte de ses fonctions. Sa moralité et sa probité ne laissent rien à désirer. Il jouit ici d'une bonne réputation et est aimé de tous ceux qui le connaissent".

Arrêtons-nous maintenant un peu plus longuement sur le dernier des suffragants de Vienne qui deviendra le premier pasteur officiel de la paroisse nouvelle de Vienne : Henri Farsat.

Il est né près de Mens à Saint-Jean-d'Hérans, le 26 juillet 1845. Son père était instituteur. Il fait ses études à l'Ecole Modèle de Mens, c'est-à-dire une Ecole Normale d'Instituteurs qui avait été créée à Mens à l'instigation de Félix Neff, puis il va faire des études de théologie à Genève. En 1874, l'année où il passe ses examens de théologie, il est nommé pasteur auxiliaire à Vienne le 20 septembre 1875 par le consistoire (Fig. 2).

Enfin, par décret, après les multiples pétitions et réclamations au gouvernement, il est créé un poste de pasteur à Vienne le 12 mars 1879.

A ce nouveau poste il est nécessaire d'élire un pasteur et le consistoire en sa délibération du 15 mai 1879 procède à un scrutin de vote et à l'unanimité, Henri Farsat est élu. En conséquence Farsat est proposé au ministère de l'Intérieur et des Cultes, et par décret en date du 5 juin 1879, est nommé pasteur titulaire à Vienne. Il fera toute sa carrière à Vienne (34 ans). C'est lui qui fera construire le temple.

2 - Les conseils presbytéraux

Dans les églises de la Réforme, les laïcs ont toujours joué un rôle important. Les "Anciens" pouvaient aider le pasteur, même le remplacer pendant son absence. Cela tenait au fait que, pendant les persécutions, il n'y avait pas toujours de pasteurs, ceux-ci se déplaçant de village en village pour fuir les soldats du roi. Cette habitude s'est conservée même après l'abandon des persécutions.

En 1850, le pasteur Vermeil parti pour un autre poste, celui de Jallieu est resté vacant pendant quelque temps et Perrégaux écrit au président du consistoire.

"Pendant que notre petite église avait un pasteur, c'était lui qui avait l'honneur de correspondre avec vous, Monsieur, aujourd'hui qu'elle en est veuve, c'est à moi en qualité d'ancien, que cet honneur est dévolu. Je viens donc, au nom de tous nos chefs de famille, vous supplier de bien vouloir vous occuper de pourvoir à cette vacance...

En attendant un pasteur, un de nos ouvriers fait le service du dimanche et le catéchisme; il avait fait des études pour être régent (c'est-à-dire instituteur); il lit bien et est un jeune homme de mœurs irréprochables".

1873 à 1874

2^e
Semestre

BULLETIN D'ÉTUDES ET DE CONDUITE

pour Farsat Henri

recommandé par le Consistoire de Moudon (Vère)

Année 4^e de théologie

Examens académiques.

En juillet, a eu 33 sur 42 = admis avec approbation.

Deux grands examens de novembre, décembre,

a eu 60 3/4 sur 84 = admis.

Conduite et caractère.

Farsat nous inspire une grande confiance par son sérieux,
ses convictions fermes et personnelles, son sens pratique
et pastoral. Il est donc pour la prédication et la catéchèse.

Observations.

Nous l'accompagnons de nos vœux affectueux et de nos
spérances pour son prochain ministère.

Genève, le 31 Décembre 1874

Pour le Comité français,

Aug. Bouvier

Fig. 2 - Bulletin d'études du pasteur Farsat

Par un décret du 26 mars 1852, le gouvernement de Napoléon III règle les élections des laïcs qui vont former avec le pasteur le "conseil presbytéral" chargé de la gestion de la paroisse. Une circulaire du ministre en septembre, modifiée par une décision du consistoire de Mens en novembre, fixe le nombre de conseillers de la paroisse de Jallieu à 5 : 3 pour Jallieu proprement dit et 2 pour Vienne. Il a fallu dresser la liste des électeurs qui ne comportent à cette époque que les hommes de plus de 30 ans⁶.

Le conseil presbytéral est renouvelable par moitié tous les trois ans. Donc à partir de 1853, tous les 3 ans, on fait les élections, une fois pour 3 sièges, une fois pour 2. Parallèlement à ces élections officielles on a, à Vienne, à partir de 1866, un conseil presbytéral local officieux, pour aider sur place le pasteur auxiliaire. C'est Fermaud, président du consistoire de Mens qui en prend l'initiative.

En 1879 lorsque la paroisse de Vienne est créée et séparée de Jallieu, on procède à l'élection d'un nouveau conseil presbytéral, officiel cette fois. Ces élections ont lieu le 13 avril 1879. Sont élus : MM. Wolf Georges, capitaine - Stroh Albert, relieur - Cherfils Louis, négociant - Bosc Aubert, fabricant de drap - Lascour Paul, négociant

3 - Les charges paroissiales

1° - Indemnités de résidence

Au moment de la création du poste de Jallieu en 1843 le préfet de l'Isère fixe les indemnités de résidence qui sont à la charge des communes où il y a des habitants protestants. Le consistoire de Mens avait demandé que la somme soit fixée à 578 F, les sous-préfets de Vienne, Saint-Marcellin et La Tour-du-Pin avaient proposé 215 F, le préfet de l'Isère s'arrête à 430 F.

La somme de 430 F. montant de cette indemnité est réparti entre les communes en proportion de leur population protestante, comme ci-après : Jallieu, 100 F. ; Vienne, 200 F. ; Roybon, 50 F. ; Tullins, 80 F.

Les communes de Roybon et Tullins ont été relativement chargées et vont s'empresse de refuser la somme demandée en contestant le nombre de protestants qui a servi de base à la répartition.

Il est vrai qu'à Roybon où va de temps en temps le pasteur de Jallieu, le troupeau s'est bien réduit. Le pasteur Charles Vermeil écrit le 17 juillet 1846 : "... A propos de Roybon, je m'y suis rendu dimanche dernier, et certes j'eus lieu d'être affligé du spectacle que j'y ai vu : pauvre église composée d'une trentaine de protestants. Six ou sept des plus zélés sont tombés dans les excès

6 - En décembre 1852, le pasteur Faure organise les élections ; elles sont invalidées par le consistoire, car Faure avait inscrit un électeur qui avait moins de 30 ans. C'était le fils de Perrégaux, le "pilier" de la paroisse, mais il n'avait que 29 ans et demi.

Les élections sont donc refaites le 5 janvier 1853 et donnent le même résultat que la première fois, soit : 30 électeurs à Jallieu : 18 votants : Perrégaux père, 17 voix ; Bulard père, 17 voix ; Matille, 17 voix. 40 électeurs à Vienne : 30 votants. Il y a unanimité pour Johannot et Ilitis.

du Darbysme⁷ et sont sourds à tout ce qu'on veut bien leur dire... Deux seulement sont venus à la prière de l'après-midi, pour espionner sans doute. Les autres membres du troupeau ont l'air assez froids; j'avais en tout quinze auditeurs... Il paraît qu'à Tullins, il y a encore plus de mal, vraiment je suis effrayé. Je ne sais que faire pour Tullins, c'est si loin...".

A Tullins le conseil municipal en 1845 écrit au sous-préfet de Saint-Marcellin. Il pense qu'à Roybon, il y a plus de protestants qu'à Tullins et pourtant Roybon est soumis à une indemnité plus faible et d'autre part il n'y a pas de lieu de culte à Tullins.

Finalement Tullins a gagné, il ne paye que 40 F. puisque le 15 janvier 1848 on a une lettre de la préfecture au président du consistoire.

"J'ai l'honneur de vous adresser deux mandats délivrés par MM. les Maires de Tullins et de Roybon pour indemnité de logement pendant les années 1845 et 1846 à MM. les pasteurs Arnaud et Vermeil". Tullins devra payer 80 F. et Roybon 97,91 F. Il n'y a pas d'écho d'autres réclamations à ce sujet jusqu'à la fin du XIX^e siècle... La commune de Vienne s'est au contraire toujours acquittée régulièrement de son indemnité de résidence.

2° - Frais de déplacements

La paroisse de Jallieu créée en 1843 était très vaste et ses différents pasteurs se sont tous plaints de ces distances qu'ils leur fallait parcourir, surtout compte-tenu des moyens de transport de l'époque.

Jusque vers 1850 ils n'avaient à leur disposition que la diligence ou la voiture de location, puis le chemin de fer ou le vapeur sur le Rhône, mais ceux-ci ne desservait les campagnes.

Le pasteur Arnaud de Jallieu écrivait en 1844 : "Puisque l'ordonnance royale porte que je suis pasteur de trois arrondissements sans faire aucune réserve, il est clair que Tullins m'appartient et qu'il a droit à nos soins pastoraux... je verrais donc si je puis y faire un voyage après celui de Roybon. Dimanche prochain Vienne, l'autre Roybon, l'autre Jallieu, l'autre Tullins. Voici ma tournée... Si j'étais garçon cela me conviendrait assez... Mais quand on a femme et enfant... c'est autre chose ; quand le samedi du départ arrive, voilà nos dames tristes et le père qui n'est pas gai".

D'autre part Jallieu, le centre de la paroisse est à 120 km de Mens centre du consistoire et pour aller aux réunions du consistoire, il faut pratiquement une semaine. Il faut prendre la voiture de poste à Bourgoin (et quelquefois elle arrive pleine de Lyon et il faut attendre le lendemain !) et à Grenoble il faut changer et prendre celle pour Mens ; donc il faut au moins deux jours de voyage à l'aller et la même chose au retour. aussi le pasteur Faure de Jallieu écrit le 19 janvier 1852 à son président du consistoire : Cadoret : "Je profite de la réunion du consistoire de jeudi pour proposer à mes collègues la chose que voici : tenir une ou deux fois par an les séances du

7 - Secte voisine des Quakers américains.

consistoire à Grenoble...

Vous savez quelle est la position du pasteur de Grenoble, surchargé d'occupations... vous savez la distance qui le sépare de Mens et qui est une raison à elle seule, pour ne pas rendre toujours possible sa présence au milieu de vous. Que dire, après cela, du pasteur de Jallieu, beaucoup plus éloigné encore du chef-lieu consistorial et ayant lui aussi, vu ses annexes nombreuses et éloignées beaucoup à faire, ne pouvant lui non plus suffire à tout ? Pour aller à Mens il faut qu'il sacrifie une semaine, il faudrait dans plus d'un cas qu'il passe deux dimanches mais deux semaines entières comme cela arriverait à un retour de Vienne ou de Tullins. Or que de choses, dans ce laps de temps, peuvent arriver et réclamer la présence du pasteur !..."

Son appel a été entendu puisqu'en 1858, c'est le pasteur Fermaud de Grenoble qui devient président du consistoire jusqu'en 1871. Ensuite le pasteur Cambefort est nommé président et le siège du consistoire est de nouveau à Mens. Tous ces déplacements coûtent aussi beaucoup d'argent, ainsi le pasteur Faure se plaint en 1852 à son président : "...Je viens de recevoir une lettre qui m'appelle à Saint-Gervais (entre Saint-Marcellin et Tullins) pour un baptême. Cela m'amène à vous prévenir d'une chose... c'est que désormais, quand je serai appelé pour un baptême ou pour autre chose à l'extrémité de ma section (Saint-Gervais est à 60 km de Jallieu)... je suis bien résolu à me faire payer le voyage. J'ai été appelé l'autre jour à 3 lieues (12 km) plus loin que Roybon pour la même circonstance. Or si je n'avais pas eu l'occasion de M. Biétrix avec qui j'ai loué une voiture (il n'y en a pas de publique) cette course m'aurait coûté 30 F. Bref, en ne faisant que la moitié des courses que je pourrais faire je dépense au moins 300 F. (par an) et les indemnités que nous recevons sont bien peu de choses. Nous n'avons je crois que 100 F. chacun !..."

Il resterait donc à sa charge 200 F.⁸ de frais de déplacements et cette somme correspond à peu près à un mois de son salaire de pasteur.

Le pasteur Farsat qui a pourtant une paroisse moins étendue que les pasteurs de Jallieu avant la création du poste de Vienne se plaint aussi d'avoir trop de frais de déplacements. En 1880 il écrit à son président du consistoire : .."J'agirai dans la mesure du possible auprès du ministre des Cultes et je vous prierai instamment de me prêter main forte. En peu de temps, j'ai dû louer plusieurs fois une voiture pendant la plus grande partie de la journée sans compter mes voyages en chemin de fer, et je serais fort heureux de toucher quelque indemnité de l'Etat, n'en recevant pas d'ailleurs".

Il fait aussi une démarche dans ce sens auprès de la société Genevoise de Secours Religieux pour les protestants disséminés qui était souvent venu au secours de la paroisse et qui continue d'ailleurs à nous aider actuellement. Mais la réponse que fait le président de cette société au pasteur Louitz président du consistoire, n'est pas très encourageante :

Toutefois, ainsi que l'atteste un document des archives départementales de

8 - Pour comparer avec les francs actuels, le kilo de pain à cette époque coûtait entre 30 et 40 centimes, le voyage de 30 F. équivalait à 100 kg de pain.

l'Isère, Farsat a touché du gouvernement en 1881, 200 F. pour service extraordinaire.

3° - Budget des paroisses

Le 20 octobre 1853, le conseil presbytéral de Jallieu dresse le budget de recettes et dépenses pour l'année 1854. Recettes : néant ; dépenses : 215 li⁹. Comment ces dépenses pourraient-elles être effectuées ? sans recettes ! sans doute grâce aux dons des paroissiens, qui ne sont pas prévus en recettes régulières.

A Vienne, dès 1866, il y a un livre de caisse où le trésorier consigne avec précision les recettes et les dépenses qui en fin d'année s'équilibrent à peu près. Par exemple en Janvier 1868 il reste en caisse un excédent de 33,78 F. Les dépenses autres que les frais de culte consistent surtout en aumônes : chaque église était chargée de ses pauvres. La mairie fournissait aussi des bons de marchandises diverses et les églises devaient les répartir à leurs paroissiens dans le besoin. Cette répartition est enregistrée dans le livre des Secours dont la première page porte la mention : "livre des distributions en bons de pain, de charbon et autres, sur l'allocation mensuelle de 25 F. faite par le bureau de bienfaisance au conseil presbytéral de l'Eglise Réformée de Vienne pour les indigents de cette Eglise"¹⁰.

Dans sa séance du 23 septembre 1869 "le conseil presbytéral vu le nombre des indigents, vu l'extrême exiguité des ressources de l'Eglise, a décidé que dorénavant les collectes seront uniquement destinées aux pauvres ayant leur résidence à Vienne, ou qui sont membres de l'Eglise. Les étrangers en passage munis d'une lettre de recommandation pourront être secourus si les ressources le permettent".

Dans le compte-rendu de la séance du 12 janvier 1875, on trouve l'existence d'une "Société des Malades" ; tous les membres pauvres de l'Eglise avaient droit aux secours, qu'ils fussent souscripteurs ou non. En 1875 cette société est transformée en société de Secours Mutuel, et désormais, seuls les souscripteurs peuvent être bénéficiaires des prestations.

4° - L'école

Le fait qu'il n'y ait pas d'école laïque d'Etat dans le milieu du XIX^e siècle obligeait, en général, les enfants à aller dans les établissements tenus par des prêtres ou des religieuses. Cela ne convenait guère aux protestants, car la tolé-

9 - Traitement du concierge du Temple 100 F. - Traitement du chantre et du lecteur 50 F. - Chauffage 20 F. - Eclairage 10 F. - Frais du bureau du conseil presbytéral 10 F. - Frais généraux de la contribution consistoriale 25 F.

10 - Voici la page pour avril 1868 : Mère Seguin, un bon de sept kilos de pain à 47 cts. : 3,29 ; à la même, une benne de charbon : 1,70 ; Melle Augier, 6 kilos de pain à 47 cts : 2,82 ; Ebersold, sept kilos de pain à 47 cts : 3,29 ; Ebersold, une benne de charbon à 1,70 : 1,70 ; Zuïda, sept kilos de pain à 47 cts : 3,29 ; Zuïda, une benne de charbon à 1,70 : 1,70 ; Brillant, sept kilos de pain à 47 cts : 3,29 ; Brillant, une benne de charbon à : 1,70 ; Chevalier, sept kilos de pain à 47 cts : 3,29 ; Chevalier, une benne de charbon à 1,70 : 1,70. Total : 27,77 F.

rance était loin d'être la règle. Aussi, dans tout le Dauphiné s'ouvrit un grand nombre d'écoles protestantes pour les filles et les garçons. L'Ecole Modèle de mens formait des instituteurs et pratiquait déjà une pédagogie "moderne".

On enregistre l'ouverture d'une première école protestante à Vienne le 22 mars 1847 et l'instituteur est Duport de Roybon qui ne restera pas longtemps. On ne sait pas si cette école exista de façon continue mais en 1862 l'instituteur est Rogaud. Il semble qu'il s'agisse d'une école de garçons. On n'ignore aussi à quel moment est ouverte une école de filles, mais en 1871 l'école de garçons n'existe plus car on a créé des écoles laïques pour ceux-ci, mais l'école de filles fonctionne bien, puisqu'on ouvre une deuxième classe.

Le Pasteur Jandard le 18 novembre 1871 écrit à son président de consistoire : "Dans ma dernière lettre, je vous ai dit quelques mots de la nécessité où je me trouvais de fonder une nouvelle école de filles. J'ai continué à m'occuper de ce projet et jeudi dernier 16 courant la nouvelle institutrice Elisa Raillon a fait sa déclaration d'ouverture. En fondant cette nouvelle école j'ai pour but de ne point repousser les élèves qu'on nous amènera, que les parents soient catholiques, libres-penseurs ou autres, j'ai pour but de les recevoir toutes en leur laissant comme dans l'école actuelle leur entière liberté religieuse; mon vrai but... c'est de faire faire à nos enfants des progrès aussi rapides que possible, vu qu'à l'âge de 10 à 12 ans ces pauvres enfants, pour la plupart, quittent l'école pour l'atelier et si ce qu'elles ont appris n'est pas bien su, elles l'ont bientôt oublié... Pour parer à cet inconvénient, ma nouvelle école recevra les élèves qui ne savent encore rien... l'autre école aura les élèves qui ont déjà acquis un certain degré d'instruction... Faute de place dans l'école actuelle, nous avons dû repousser au moins 30 élèves qu'on nous suppliait de recevoir... Enfin nous n'avons pas rétabli notre école de garçons, vu que dans les écoles communales laïques qu'ils fréquentent on les laisse libres au point de vue religieux..."

Ces deux classes de filles vivent à l'aide des dons que versent les sociétés d'évangélisation et la Société Genevoise d'aide aux protestants disséminés, ainsi que des souscriptions locales.

En 1873, le pasteur Morand, successeur de Jandard décédé, se plaint que les différentes aides pour l'école font défaut : il est donc obligé de supprimer une des écoles. La deuxième classe n'aura donc duré que deux ans.

En 1875, dans le rapport annuel aux membres bienfaiteurs on relève : "Notre école continue à bien marcher grâce à Dieu. Nous avons 30 élèves dont 21 sont catholiques. Ce dernier chiffre est un hommage rendu au protestantisme et à notre excellente institutrice Mlle Raillon. Beaucoup de pères de famille, sans adhérer publiquement à notre foi, sont très satisfaits de trouver une école protestante où ils puissent envoyer leurs enfants ; ils sentent pour ainsi dire instinctivement que si l'on ne vit pas de superstitions, on ne saurait non plus se nourrir spirituellement de négations, et ils seraient fort heureux de croire ce que nous croyons. D'autres nous envoient leurs petites filles parce qu'elles font plus de progrès chez nous que chez les sœurs. Or il faut donc trouver le traitement de notre institutrice 750 F. (le 1/3 du

traitement du pasteur, mais elle est logée), ainsi que le loyer de notre école (325 F.) et les diverses fournitures (100 F.), soit au total 1175 F. Que nos chers bienfaiteurs et bienfaitrices se souviennent de nous et de nos enfants disséminés au sein des populations catholiques".

L'année suivante, 1876, dans le registre des délibérations du conseil presbytéral de Vienne est consigné un changement de local. Un nouveau bail a été signé pour 1877 pour un emplacement rue des Clercs¹¹. En 1878, Mlle Raillon démissionne et est remplacée par Mlle Carles. Mais en 1879, l'existence de l'école est remise en cause, et cependant maintenue.

"Le conseil, considérant qu'une école est nécessaire dans toute église, elle l'est surtout dans une petite église dont la plupart des membres appartenant à la classe ouvrière ont peu de temps pour s'occuper de l'éducation de leurs enfants. Considérant qu'il y aura lieu de faire, en temps opportun, les démarches pour obtenir la communalisation de l'école, si le principe de laïcité est admis... Le conseil décide à l'unanimité des membres présents de maintenir l'école, espérant que jusqu'à ce qu'elle soit communalisée, son président trouvera comme par le passé les fonds nécessaires pour la faire vivre..."

Le 11 janvier 1882, le nombre d'élèves a bien diminué, et le conseil décide à l'unanimité : 1^o - "L'institutrice est autorisée à habiter, quand elle sera mariée, la chambre qu'elle occupe actuellement. / 2^o - Etant donné que le nombre d'élèves est si petit, si restreint que l'école ne saurait être maintenue si le chiffre des enfants ne s'accroissait pas, l'institutrice est sérieusement invitée à faire tout ce qui dépendra d'elle pour avoir plus d'élèves".

Mlle Carles n'a pas dû arriver à trouver des candidats et elle donne sa démission à Pâques 1883.

"Le président" (du conseil presbytéral Farsat) "demande au conseil s'il veut maintenir l'école. Il lui dit qu'étant donné l'étendue considérable de la ville, sa configuration, et l'existence d'une école laïque dans chaque quartier" (les lois Jules Ferry ont été appliquées)", il n'est guère possible d'obtenir que les parents envoient leurs enfants à notre école protestante, même située dans le centre de la ville. Il lui expose comment il serait possible de compter sur la somme de 1.000 F. de Pâques 1883 à Pâques 1884, au cas où le conseil voudrait essayer si une nouvelle institutrice pouvait réunir un nombre d'élèves avouable aux Sociétés religieuses qui nous envoient des subventions annuelles. Le conseil décide à l'unanimité qu'il fera un essai loyal au sujet du maintien de l'école".

Cet essai n'a pas dû être positif, car on ne trouve plus de mention de cette école dans les délibérations du conseil dans les années suivantes.

4 - Joies et peines des pasteurs

Nous avons vu la vie matérielle des églises et le travail de leurs pasteurs, penchons-nous un bref instant sur l'intimité de ceux-ci. A travers les lettres

11 - L'auteur ignore où se trouvait précédemment l'école.

qu'ils écrivaient à leur président du consistoire, on voit qu'ils étaient des hommes comme chacun de nous avec leurs joies et leurs peines, et on devine un peu le caractère de chacun.

Le pasteur Arnaud à Jallieu, homme d'une cinquantaine d'années, est heureux des résultats qu'il obtient dans sa paroisse qui vient de se créer, et écrit au pasteur Blanc en 1844 : "Mes leçons à quatre catéchumènes sont maintenant de véritables réunions fréquentées régulièrement par tous les enfants protestants du pays ; mes leçons de musique données à deux bambins sont maintenant suivies par des hommes de 40 à 60 ans... Ma chère femme est un excellent suffragant... de manière à se concilier un respect mêlé d'admiration. Nos paroles sont comme absorbées avant d'avoir été prononcé !"

Mais dans une autre lettre de la même année, ce pasteur Arnaud se plaint de l'isolement spirituel dans lequel il se trouve dans ce "trou" de Jallieu.

"Vous comprenez, mon bon ami, que, quand il faut toujours donner sans pouvoir rien recevoir, la provision est bientôt épuisée. C'est toujours moi qui commence, qui continue, qui fais l'entretien. En mon absence, c'est ma femme qui prêche dans la maison, mais c'est aussi elle qui parle, prie et fait tout le reste sans que personne prenne la parole pour lui donner le temps de reprendre haleine". Aussi, le pasteur Arnaud se fera muter à Grenoble, en 1846, seulement trois ans après sa nomination comme premier pasteur officiel de Jallieu.

Ses successeurs sont plus jeunes et connaissent la joie de fonder une famille. Le pasteur Charles Vermeil est fiancé quand il arrive au poste de Jallieu en 1846, avec une dispense d'âge, car il lui manque quelques mois pour avoir 25 ans. Il se marie en mars 1846.

Le pasteur Charles Faure, son successeur à Jallieu, connaît la joie d'être père et écrit au pasteur Cadoret, président du consistoire, en 1853 : "Madame Faure m'a, en effet, donné le cadeau dont vous parlez et que Dieu vous a refusé. Nous avons une aimable et jolie petite fille. Tout va très bien, la mère et l'enfant".

Certains de ces pasteurs subissent des ennuis de santé. Tel le pasteur Francou de Jallieu, nommé en 1857, qui écrit en 1866 à son président : "J'aurais bien voulu cet hiver aller à Vienne une ou deux fois, mais en bonne conscience, j'aurais fait une course dangereuse pour ma santé. A la moindre sortie par un temps froid ou humide je m'enrhume de nouveau, aussi j'ai toussé jusqu'à présent, sans pouvoir dire que ce soit fini. J'espère bien que le beau temps ramènera le vigueur et la santé".

Finalement M. Francou mourra à Jallieu mais en 1879, c'est-à-dire 13 ans après cette lettre. Il avait dû se remettre de cette maladie là !

Le pasteur auxiliaire Jandard de vicnne est lui aussi malade. Il va se soigner à Nice en 1872, mais meurt à Vienne en 1873.

Le pasteur Henri Farsat arrive à Vicnne en 1874. Il a 29 ans et est encore célibataire, ce qui n'est pas très bon pour un pasteur qui a bien besoin d'une femme pour l'aider et le soutenir. Aussi en 1876 il écrit à son président de consistoire :

"Vous me demandez si j'ai fait vœu de célibat. Je réponds négativement : dans le courant de ce capricieux et mauvais hiver, j'ai quasi fait vœu de n'en pas passer un autre tout seul". Son président lui a proposé une jeune fille. Il lui écrit : "J'aimerais avoir quelques renseignements de plus qui pourraient faciliter ma décision. Vous m'avez dit que cette personne est pieuse, qualité requise que je mets au premier rang, attrayante, ce qui n'est pas à dédaigner, bien élevée... mais a-t-elle quelque diplôme ? Est-elle musicienne ? Connait-elle le piano ? Vous m'affirmez qu'au point de vue du caractère elle laisse peu à désirer. Vous me connaissez ! A-t-elle un caractère opposé au mien, car vous le savez, le mariage le mieux assorti est celui où les conjoints ont les mêmes sentiments avec des caractères opposés qui se complètent l'un l'autre ? Vous ajoutez qu'elle a une dot "passable". Pourriez-vous m'indiquer, à quelque chose près, quelle est la valeur de ce "passable" ? Que font les parents et les frères ? Ceux-ci sont-ils nombreux ? etc... N.B. Je ne veux pas pour femme un nain, ni un géant, et j'appelle géante toute personne du sexe qui est plus grande que moi." (!) Farsat fait bien le difficile, mais, on ignore si c'est avec cette jeune personne ou une autre, il se marie certainement dans l'année qui suit, puisqu'en 1878 le registre des baptêmes fait état du baptême de son fils : Charles-Henri.

5 - Rapports avec les catholiques

Au XIX^e siècle, entre catholiques et protestants, la règle est de s'ignorer : cela évite les mariages qui posent toujours des problèmes. Mais, le milieu ambiant étant catholique, les minorités protestantes rencontrent quelquefois des difficultés au cours de leur vie... et de leur mort.

On trouve d'abord des discussions avec certains maires au sujet du droit de réunion. En effet, au milieu du XIX^e siècle, toute réunion répétée régulièrement et de plus de 20 personnes est soumise à l'autorisation préalable du maire de la commune, et si celui-ci est catholique, il ne l'accorde pas facilement pour des cultes protestants. Aussi mieux vaut se réunir sans lui demander l'autorisation.

Le pasteur auxiliaire Duproy de Vienne écrit au président du consistoire, en juin 1845 : "Dans le commencement de novembre dernier, sur la demande qui m'en fut faite par l'ancien maire M. Berquet "(qui n'était peut-être pas en bons termes avec le maire d'alors)" "je me suis rendu à Luzinay pour lui expliquer dans sa maison les saintes Écritures et à des époques irrégulières, je fus dès lors à peu près tous les quinze jours chez cet ami pour donner des instructions de l'Évangile qu'on paraissait accueillir avec tant de bonheur..." (un jour) "nous eûmes le visite de deux prêtres qui venaient, disaient-ils, me demander mes papiers. La présence de ces deux religieux ne pouvait manquer de causer quelque agitation dans l'auditoire, mais bientôt le calme se rétablit, et une discussion sur les points fondamentaux du christianisme fut engagée entre moi et l'un d'eux. On écouta avec beaucoup d'attention cette discussion qui dura plus de deux heures et à la fin les deux prêtres consentirent à faire la prière avec nous. Puis il se retirèrent, sans doute

bien étonnés d'avoir entendu que la doctrine des protestants n'est rien d'autre que celle de Jésus-Christ et des Apôtres. Cependant, le maire de Luzinay s'appuyant sur le fait que ces réunions ne sont pas légales, portera plainte auprès du sous-préfet, mais en vain, le consistoire faisant admettre que les assistants ne dépassant pas 20 personnes."

Quelques années plus tard, on retrouve une même plainte au sujet de réunions qui se tiennent à Eclose. Le préfet de l'Isère, le 17 décembre 1850, écrit au président du consistoire :

"La commune d'Eclose dans l'arrondissement de Vienne a une querelle avec l'administration et l'évêché, au sujet de l'emplacement d'une église. C'est une misérable question de 200 m. en avant ou en arrière que l'amour propre a singulièrement envenimée. ...Dans leur désappointement et dans leur colère, quelques habitants d'Eclose sont allés trouver à Vienne M. de Ribeaucourt, agent de la société biblique de Genève, pour l'engager à venir prêcher l'Evangile dans leur commune.

Il s'y est rendu et a commencé sa prédication dans un cabaret, puis, le dimanche suivant, il a été s'abriter dans une grange. Il a fait distribuer force petits livres de la Société Biblique. Il en est résulté une agitation extrême dans les esprits. Le sous-préfet de Vienne a fait appeler M. de Ribeaucourt pour l'engager à ne point retourner à Eclose, lui faisant comprendre que sa présence troublait l'ordre. Il a refusé de prendre cet engagement. Ce M. de Ribeaucourt a encore d'autres ennuis avec les catholiques de Vienne. Il écrit le 23 mars 1850 au président du consistoire : "Il y a deux ou trois mois qu'une protestante de Pont-Evêque a été enterrée par le curé de Saint-Georges... Cette protestante, malgré toutes les obsessions des femmes qui l'entouraient, ne voulut pas de prêtre aussi longtemps qu'elle put conserver sa connaissance... lorsqu'elle avait perdu la parole depuis plusieurs jours, le curé de Saint-Georges vint trouver le mari, un anglais, et le persuada que sa femme ne pourrait être enterrée dans le cimetière, s'il ne la faisait baptiser catholique... Le mari céda et la femme fut baptisée et enterrée deux jours après par le curé. Le succès avait été trop complet pour qu'on n'employât pas les mêmes moyens auprès d'autres protestants. cela eut lieu, mais auprès d'une de nos sœurs faisant partie du troupeau depuis plusieurs années... Je ne l'ai pas quittée jusqu'à sa dernière heure, malgré les voleurs de cadavres qui ne se sont présentés que deux fois, la première pour préparer l'extrême-onction, la seconde pour la donner".

M. de Ribeaucourt communique les faits au procureur de la République et veut faire imprimer un libellé pour le distribuer dans la ville de Vienne. Le procureur dit qu'il le fera saisir dès sa parution. Le président du consistoire lui prêche la prudence et lui conseille vivement de ne pas faire intervenir la politique.

Il faut dire que ce M. de Ribeaucourt semble très excité contre le clergé catholique et affiche partout des idées plutôt révolutionnaires". Son collègue de Jallieu, le pasteur Faure, qui est théoriquement son supérieur, n'est pas d'accord avec lui. Il demande le 30 juillet 1851 son remplacement, aux

membres de la réunion du consistoire de Mens et en particulier il écrit : "Il porte des coups intempestifs contre le catholicisme. Il a apostrophé une fois en pleine cathédrale catholique un prédicateur qui ne prêchait pas à sa guise ! De Ribeaucourt est remplacé cette année 1851 par Maillot et les esprits se calment.

Un autre sujet de dissension entre les deux communautés, catholique et protestante est l'emplacement des cimetières¹².

Les hôpitaux, hospices ou asiles étaient dans tout le 19^e siècle tenus par des religieuses, et les protestants qui étaient obligés d'y aller n'étaient pas toujours bien reçus, et on enregistre les échos de certaines brimades. La lettre du pasteur Jandard en date du 21 février 1869 aux administrateurs des Hospices de Vienne est un bon exemple de ce sujet : "...Il y a quelques semaines que nous pensions devoir attirer votre attention sur la situation de notre vieille coréligionnaire, la veuve Seguin (Jandard avait intercédé pour obtenir une place pour elle à l'hospice). Mais les choses se sont un peu améliorées et quoique la position de notre vieille laisse encore bien à désirer, elle nous paraît supportable et nous garderons le silence à ce sujet. Mais le 30 novembre dernier entrant à l'Hôpital, la veuve Grand, cette femme, qui nous était inconnue, était, dit-on, protestante, et déjà le 31 janvier l'aumônier lui faisait abjurer publiquement les erreurs du protestantisme et la rebaptisait avec pompe le même jour.. Il nous est revenu, et nous le croyons, que le grand mobile de cette prétendue conversion a été la promesse d'une place à l'asile des vieilles entretenues !

Messieurs, nous aurions ici beaucoup à dire, mais votre passé nous persuade qu'il nous suffit de vous avoir signalé le fait et vous prendrez telle sage mesure qui sauvegardera à la fois nos droits, votre autorité méconnue, l'honneur de vos hospices et, pourquoi ne le dirions-nous pas ? l'honneur de l'Église Romaine elle-même".

Evoquons maintenant un différent un peu courtelinesque entre le conseil presbytéral et M. Fier, propriétaire de la maison dans laquelle se trouve le local loué au conseil presbytéral comme lieu de culte.

Le 11 décembre 1884, dans la réunion du conseil presbytéral, le pasteur Farsat "rappelle au conseil que c'est à la suite des réclamations réitérées de maints coréligionnaires que l'inscription "Culte Evangélique" avait été peinte sur la porte de notre salle de culte avec l'autorisation de la voirie. Il lit la lettre par laquelle M. Fier l'a prévenu qu'il faisait effacer la dite inscription, et celle que le président (M. Farsat) a écrite au propriétaire pour l'inviter à remettre l'inscription.

Le conseil considérant qu'il doit avoir le droit comme tout locataire de mettre une enseigne, considérant que M. Fier n'a pas tenu compte de la lettre qui lui a été écrite, considérant qu'il a pour devoir de faire valoir les droits d'une Église reconnue par l'Etat, décide à l'unanimité que M. Fier sera cité devant le juge de paix et charge son trésorier M. Bosc de le représenter".

12 - Le consistoire et les différents conseils presbytéraux réclameront à plusieurs reprises la création de cimetières protestants, ou d'emplacements particuliers pour l'inhumation des protestants.

Toutefois les rapports avec les catholiques ne sont pas tous négatifs, il y a aussi de temps en temps un essai d'œcuménisme. ainsi une famille catholique de la ville M. Perret a remis 50 F. pour l'achat d'un drap mortuaire. Aussi le conseil : "considérant que ce don de 50 F., fait à son président par une famille catholique de la ville, est un acte de libéralité et de largesse chrétienne, qui le touche profondément et qui est au-dessus de tout éloge, décide à l'unanimité des membres présents, de voter les remerciements les plus chaleureux à cette famille généreuse, et prie son président d'être l'interprète de tous ses sentiments de gratitude auprès d'elle" (lettre du 14 avril 1876).

6 - Lieux de culte

1° - A la recherche d'un temple

La tradition populaire veut que ce soit dans le temple d'Auguste et de Livie où se tenaient les cultes protestants à partir de 1830. En réalité c'était dans un bâtiment adossé à ce temple, puisqu'à cette époque des constructions se pressaient tout autour du temple romain. Le 14 juillet 1844, le pasteur Arnaud de Jallieu écrit au président du consistoire : "...J'appris que dans la matinée, le local qui nous avait été assigné comme lieu de culte venait d'être vendu à un entrepreneur de bâtiment, qui n'avait que trois mois pour déblayer la place. Je me crus obligé d'aller chez l'adjoint du maire qui avait fait la vente pour lui demander si, avant de l'effectuer on avait fait la réserve pour les protestants de pouvoir nous réunir dans ce local, jusqu'à ce que la ville nous en ait fourni un autre; aucune réserve n'avait été faite. Je demandai ensuite si le conseil municipal nous en avait trouvé un autre. Le conseil municipal ne s'en était nullement occupé. Il résulte de là que nous n'avons plus de lieu de réunion".

En 1845 le bâtiment est effectivement démoli car le temple d'Auguste et Livie est en rénovation. La mairie de Vienne demande au président du consistoire qu'on lui propose un emplacement convenant pour un culte protestant : "Lorsque l'administration municipale de Vienne fut obligée de faire démolir le bâtiment adossé au musée et dans lequel se trouvait le local où avaient coutume de se réunir les habitants de cette ville professant le culte réformé, elle prévint Scipion Arnaud, pasteur de la circonscription dont Vienne fait partie, qu'il lui était impossible de trouver dans les dépendances communales un autre local qui pût convenablement remplacer celui qui leur avait été concédé.

J'engageai M. Arnaud à me désigner un lieu où, dans son opinion, les exercices des chrétiens protestants puissent être dignement pratiqués...

Depuis ce moment aucune proposition ne m'a été faite, car je ne veux pas parler de celle qui se rapporte à l'église de la Charité ; elle a été écartée dès le principe par une fin de non-recevoir péremptoire. L'administration des hospices dispose seule de l'affectation des diverses parties des bâtiments où sont établis l'hôpital et la Charité, et elle a refusé positivement de céder le local qui servait d'église à ce dernier établissement pour le consacrer à la

destination dont il s'agit.

En l'absence de toute proposition de la part du consistoire touchant la désignation d'un local, les protestants de Vienne auraient manqué tout à fait des moyens de s'assembler si la Ville n'eût été, par une circonstance fortuite, en position de leur présenter très provisoirement la petite maison où ils se réunissent en ce moment. Mais cette maison doit être démolie (encore !) à une époque qui ne peut être éloignée, et alors l'administration sera à bout de ressources et forcée d'attendre que vous fassiez usage de ses bonnes dispositions quant au concours qu'elle pourra vous accorder pour la construction ou l'appropriation d'un bâtiment pour vos assemblées". (lettre du 5 novembre 1845).

Le pasteur suffragant Blanchod se met donc à la recherche de locaux propices à la transformation en temple et en février 1846 il remet à l'adjoint au maire de Vienne le rapport suivant : "M. Jabonnot et moi avons fait certaines démarches à l'effet de voir quelques locaux dont l'un pourrait être acquis aux fins de remplacer le local actuel tout à fait provisoire. Nous avons vu l'église Saint-Georges, place Saint-Pierre, dont, nous dit-on la Ville revendique la propriété. Si donc elle s'entendait avec M. Maurin qui, dans ce moment en retire certains revenus en la louant pour une charronnerie et d'autres dépendances, nous en serions contents, car nous croyons que c'est ce qu'il y a de plus avantageux du point de vue du prix.

Nous avons vu la maison Alègre, cours Romestang, laquelle présenterait à raison de sa profondeur les dimensions voulues pour un temple, mais dont le prix serait un peu plus élevé. En face de cette dernière se trouve sur une place, la maison Verrat qui présenterait également des dimensions voulues pour notre construction. Le prix de cet emplacement pourrait varier de 20 à 25 mille francs.

Nous avons vu aussi la maison Fichet, place des Capucins, qui offrirait un emplacement assez vaste, attendu qu'elle est entourée d'un jardin sur lequel on pourrait prolonger les murs... Cette maison coûterait 18.000 F.

Enfin nous avons visité la maison Fleuret, place du Musée, qui au premier abord ne nous a pas paru présenter assez de profondeur, mais qui pourrait peut-être, revue avec plus de soin, satisfaire aux exigences du temple requis. Le prix en serait d'une vingtaine de mille francs, l'emplacement irait mieux que tout autre en raison de son point central.

En mai 1846, 3 mois plus tard, le conseil municipal n'a donné aucune réponse. Malgré tous les efforts du pasteur Blanchod, aucun temple n'est construit à Vienne et les cultes continuent à se faire dans les locaux que la mairie met à la disposition des protestants et qui n'ont aucun caractère de temple.

2° - Projets de construction

Dans le compte-rendu de la séance du 31 octobre 1858, le conseil presbytéral de Jallieu fait état d'une délibération envoyée par plusieurs membres

anciens de l'église de Vienne sous la présidence de Cambefort, pasteur auxiliaire.

"Depuis longtemps il a été reconnu que le lieu affecté à la célébration du culte dans l'Eglise de Vienne est insuffisant et peu convenable. Difficile à découvrir par les nombreux étrangers qui passent dans la ville, il ne présente aux fidèles habitués à le fréquenter ni l'extérieur qui conviendrait à un édifice semblable, ni les dispositions intérieures qui devaient le caractériser en vue de son usage. Il ne se passe pas de dimanche que le service religieux n'y soit troublé, soit par les tumultes du dehors, soit par le va-et-vient et le travail bruyant des ouvriers qui habitent la maison.

Il devient indispensable de remédier à ces graves inconvénients. La solution la plus naturelle est l'abandon de ce local et la construction d'un édifice spécialement destiné au culte".

Cambefort ne voit plus que le gouvernement auquel on puisse recourir par l'intermédiaire du consistoire pour obtenir de sa munificence un don extraordinaire en faveur de cette construction. Tandis qu'un pasteur de la consistoriale sera délégué par le consistoire pour, en temps opportun, faire une tournée en France et à l'étranger afin d'intéresser "tous nos frères à l'œuvre entreprise".

Petit à petit, on collecte donc des fonds pour la construction d'un temple à Vienne et en 1865 une somme de 8.500 F. a été recueillie en différents lieux de la France et de l'étranger par les soins de plusieurs pasteurs qui se sont succédé dans cette ville, et tout particulièrement par M. Bipper. Cette somme se trouve en ce moment chez un banquier de Vienne en attendant qu'elle trouve sa destination. Mais le consistoire va se charger de ladite somme et acheter des bons du trésor à 3 % et à 5 %. Le remplaçant de M. Bipper à Vienne, le pasteur auxiliaire Jandard, harcèle la mairie pour obtenir une subvention.

Le 5 mai 1866 il écrit au maire : "Le culte a été célébré jusqu'à présent, Monsieur le Maire, dans des locaux loués qui n'ont offert ni la stabilité, ni la dignité nécessaire. Notre construction exigera une somme de 30.000 F., emplacement compris. Nos ressources consistent uniquement en une somme d'environ 9.000 F. et de 3 à 4.000 F. que nous espérons obtenir du gouvernement. Elles sont bien loin de suffire à l'érection d'un édifice devant servir à un culte reconnu par l'Etat et qui deviendrait propriété de la ville. Nous venons donc faire un pressant appel à la libéralité et à l'équité de l'administration municipale de la ville de Vienne".

Le 22 août 1866 le conseil presbytéral envoie une nouvelle lettre au maire et le 12 novembre une autre lettre, le maire n'ayant pas répondu aux deux premières.

Cette fois le maire, Faugier répond le 15 novembre 1866 : "Je suis prêt, Messieurs, à faire ce qui sera en mon pouvoir pour faire cesser l'état de choses que vous voulez bien me signaler. A cet effet je vous autorise volontiers à chercher un local qui puisse vous satisfaire".

Ce local est trouvé quai du Rhône n° 2 et la ville le loue 430 F. par an. Mais Jandard n'abandonne pas le projet du temple et écrit de nouveau au conseil municipal de Vienne le 24 septembre 1869. Il refait certaines propositions du pasteur Blanchod de 1846. "Nous avons entendu dire que le seul obstacle que rencontre notre demande gît dans l'état financier de la ville; nous aimons à croire qu'il en est ainsi et nous venons vous proposer un arrangement qui, sans charger la ville d'un centime, sauvegardait tous les intérêts et satisferait à un besoin des plus urgent.

Deux moyens se présentent :

L'Eglise Réformée a eu autrefois un temple dans notre ville. Ce temple existe encore. Un jour, peu avant sa mort, M. Faugier disait en descendant le cours et en parlant de nous : "Ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait de leur rendre leur ancien temple". Ce serait par le présent réparer les erreurs du passé. Mais ce temple, où est-il ? Nous croyons l'avoir trouvé, rue de la Charité, joignant l'Hôpital des Vieillards et des Orphelins, c'est bien en effet un édifice religieux, mais non une église, c'est donc un temple, le nôtre¹³. Mais, et ceci nous conviendrait moins bien, la Ville possède un immeuble attenant à Saint-Pierre¹⁴, immeuble actuellement en réparation et destiné à loger une école de filles sous la direction des religieuses.

Nous venons vous dire, Messieurs, au nom de notre Eglise, au nom de l'égalité religieuse devant l'Etat et devant les communes, si notre première demande vous effraie, accordez-nous ce second local pour la célébration de notre culte... notre demande n'entrave en rien la création de l'école projetée. En effet, en supposant notre plan réalisé, il arrive ceci : la Ville économise annuellement 430 F. qu'elle paie pour le loyer de notre lieu de culte, plus les 200 F. qu'elle alloue pour le logement du pasteur. Ces 630 F. restant disponibles, la Ville peut les employer au loyer d'un local pour y installer l'école de filles de Saint-Maurice". Ces projets n'ont pas dû plaire à la Ville, car on n'entend plus parler.

3° - Réalisation

Ce n'est qu'après 1879 et la création officielle de la paroisse de Vienne que la construction devient plus réaliste. Le pasteur Henri Parsat et son conseil presbytéral demandent un terrain à la mairie dans cette lettre du 6 avril 1880 au maire de Vienne : "Malgré l'allocation convenable qui nous est accordée, il nous est difficile, impossible même, de trouver une salle qui soit parfaitement appropriée à notre culte. Aussi les protestants de Vienne désirent-ils ardemment voir s'élever un temple dans notre ville et sont-ils décidés à faire des sacrifices considérables pour l'obtenir. Si le conseil municipal veut bien nous donner un terrain, nous nous engageons à construire dessus un petit temple dont le plan sera soumis à l'approbation de ce corps. Nous trouverez-vous trop hardi, Monsieur le Maire, si nous prenons la liberté de vous indiquer un terrain qui, sauf avis contraire de l'architecte, nous paraît être

13 - Conclusion assez hâtive..

14 - C'est peut être bien, l'église Saint-Georges.

bien propre à l'usage que nous en ferions. Nous voulons parler du terrain qui est situé rue de Gare "(actuelle rue Victor Hugo), à côté de la maison Jarnieux".

La réponse du maire est datée du 11 août 1880 : ..."Le conseil municipal de Vienne... a décidé en principe la cession aux protestants de Vienne, pour la construction d'un temple, du délaissé Armanet, situé rue de la Gare, d'une contenance approximative de 500 m² joignant au midi la propriété Jarnieux, au couchant la rue de la Gare, au nord la propriété des héritiers Puzin et Vieroz dépendant du terrain cédé. Cette cession aura lieu aux conditions suivantes :

1 - Les plans du temple à construire et notamment de la façade sur la rue de la Gare seront soumis au conseil municipal.

2 - La ville conserve le nue-propriété du terrain dont il s'agit dans le cas où, pour une cause quelconque, le temple à construire disparaîtrait et ne serait pas remplacé par un édifice de même nature et affecté au même service.

3 - La ville sera déchargée à l'avenir de toute subvention et allocation".

Dès la réponse du maire, le conseil presbytéral va se mettre à la recherche d'un architecte, mais la cession du terrain ne sera ratifiée que plus tard. L'acte de vente est dressé le 28 mars 1883 entre Edouard Girerd, maire de Vienne, et le pasteur Emile Louitz qui est alors le président du consistoire de Mens, mais domicilié à Grenoble, sensiblement dans les mêmes termes que la lettre précédente, c'est-à-dire : "Si la communauté protestante de Vienne venait à donner une autre destination au terrain cédé, celui-ci retournerait à la ville et le contrat serait résolu au profit de cette dernière sans indemnité".

Il semble que le consistoire hésite ensuite entre cette cession de propriété sous conditions, ou un simple usufruit, craignant que le fait d'être propriétaire n'entraîne des impôts élevés. Le ministre de la Justice et des Cultes en réfère au préfet de l'Isère le 16 juillet 1883.

"Avant toute décision, il importe d'inviter le consistoire à faire connaître s'il entend accepter dès à présent la pleine propriété de la parcelle cédée sauf la réserve indiquée plus haut (la condition donnée dans la lettre du maire Girerd) ou s'il ne s'agit dans sa pensée que d'une cession de jouissance. dans le cas où la déclaration du consistoire ne serait pas en parfait accord avec les propositions de la Ville, vous auriez soin, monsieur le Préfet, de provoquer une nouvelle délibération du conseil municipal¹⁵".

Revenons en 1880, au moment où le conseil presbytéral vient d'obtenir, de fait, le terrain pour son temple. Il doit choisir un architecte et demande à Jouffray, habile architecte viennois, de commencer une étude sur le terrain.

15 - Finalement, en avril 1884, alors qu'on inaugure le temple, le Président de la République française, Jules Grévy, sur le rapport du ministre de l'Intérieur, M. Waldeck-Rousseau, vu l'avis du ministre de la Justice et des Cultes, décrète : "Le conseil presbytéral de l'Eglise Réformée de Vienne (Isère) est autorisé à acquérir de la ville de Vienne, également autorisée à cet effet aux clauses et conditions stipulées dans le traité du 28 mars 1883, une parcelle de terrain, située rue de la Gare, d'une contenance de 533 mètres carrés 84 centimètres carrés et destinée à la construction d'un temple"

Le 22 juillet 1880 au conseil presbytéral "Le Président (le pasteur Farsat) expose quelle est l'opinion de M. Jouffray sur le terrain demandé. D'après cet architecte, il est possible d'y élever un édifice pour 300 auditeurs en faisant une grande ou trois petites tribunes; secondement, il ne serait pas nécessaire de construire un mur de soutènement, le rocher pouvant en tenir lieu; il faudrait miner la partie du rocher qui forme bouton sur le terrain, de sorte qu'on trouvera sur place de la pierre pour bâtir; la plus grande dépense préliminaire proviendra du déblaiement de la terre entassée contre le rocher, il y a là de 400 à 450 m³ de terrain à enlever, à 2 F. le m³.

Le Président se mettra en mesure de savoir ce que le conseil municipal pense de notre choix " (de l'architecte M. Jouffray); "il ne faut pas qu'il soit désagréable au conseil municipal".

En octobre 1880, les sommes collectées et placées en rentes s'élèvent à environ 20.000 F. A cela s'ajoute un don de 4.000 F. d'un anonyme de Genève et 5.000 F. qu'un M. Maracci donnera quand l'extérieur du temple sera terminé. On pense avoir une allocation de l'Etat. "Jouffray, architecte vicinnois s'engage formellement à faire un temple sur le pied de 30.000 F. et pour 300 auditeurs. Si par suite de l'allocation et des collectes la somme dont disposera le conseil est supérieure à 30.000 F., il sera facile à l'architecte d'augmenter les dépenses et de les mettre en rapport avec nos ressources".

Mais en février 1881 on abandonne Jouffray et le pasteur l'explique à son président de consistoire : "Aux dernières élections, la liste dite du maire (Girerd) a passé à la presque unanimité et les autres listes, entre autres la liste du Comité Indépendant Républicain, ont échoué ; or, Jouffray était sur cette liste, il s'est donc affiché contre le conseil municipal actuel. Dès lors, par crainte de nous aliéner ledit conseil MM. Bosc et Cherfils seraient d'avis de saisir cette bonne occasion pour sacrifier Jouffray, en lui payant les plans et devis qu'il a faits. On pense choisir un architecte protestant qui connaîtra mieux les besoins d'un temple. Le conseil fait appel à M. André, de Lyon, qui est protestant. C'est un très habile architecte puisqu'il a fait les plans, entre autres, de l'Hôtel de Ville de Neuilly et du théâtre des Célestins à Lyon. Farsat fait remarquer : "Il est vrai que nous ne voulons pas copier la cathédrale Saint-Maurice, mais, comme nous le disait M. André, un petit temple est aussi difficile à construire qu'un grand".

On se rabat sur M. Hansen de Paris qui avait proposé ses services. "L'architecte de Paris viendra dans la deuxième quinzaine de novembre. Quand il sera sur les lieux, on pourra s'entendre... sur tous les points : style de l'édifice, nature des matériaux, somme à dépenser, etc...

Le 2 janvier 1882, le conseil décide que le consistoire de Mens sera respectueusement prié de présenter au gouvernement le plan dressé par Hansen, se montant à 68.682,35 F. (Fig. 3). Le 20 février 1882, le texte définitif de la demande est rectifié ; la somme est ramenée à 50.009,37 F.

Le 3 juillet 1882, le pasteur Farsat écrit au pasteur Louitz, président du consistoire : "J'ai le plaisir de vous annoncer officieusement ce que vous

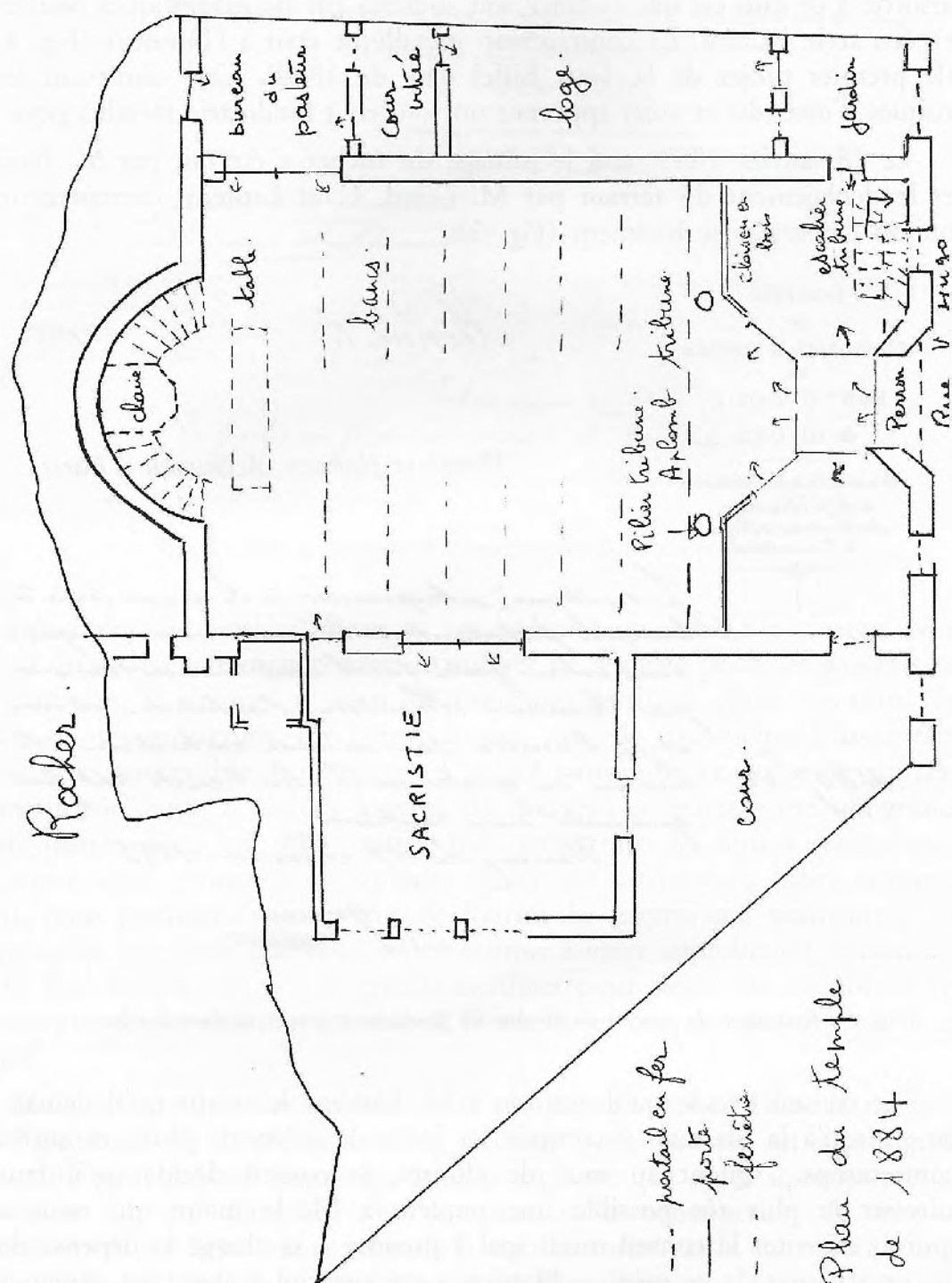


Fig. 3 - Plan du temple dressé en 1884 par l'architecte Hansen.

m'annoncerez officiellement dans quelques jours .

Le 8 juillet 1882 arrive le document officiel du ministère de la Justice et des Cultes donnant un secours de quinze mille francs. La condition assortie à ce don est que l'édifice soit soutenu par de magnifiques poutres en fer, style Baltard. La construction métallique était à l'honneur (Fig. 4) (le premier projet de la Tour Eiffel date de 1884). Cela diminuait les risques d'incendie et aussi apportait un soutien à l'industrie métallurgique.

Le 18 janvier 1883, seul le minage du rocher a été fait par M. Bard et le déblaiement du terrain par M. Gand. C'est Laurent, entrepreneur, qui va construire le bâtiment (Fig. 5).

Société
FONDERIES & FORGES
DE
PONT-ÈVÈQUE
& GIVORS

Chercher les besoins et factures
au M. le Directeur
des Fondueries et Forges
à Vienne-le-Vieux

Vienne-le

188

Monsieur Hansen Architecte à Paris.

4807.42
Je soussigné, entrepreneur de la municipalité du
temple protestant de Vienne, reconnais que
vérification faite sur l'état de mon trésor
par Monsieur Hansen l'architecte, et avec
et je l'accepte sans aucune restriction à la
somme de quatre mille huit cents sept francs
quarante deux centimes
Vienne le 17 Février 1885

J. J. J.

Fig. 4 - Fourniture de poutres de fer par les fonderies et forges de Pont-Èvêque.

"Le conseil décide qu'il accorde à M. Laurent le temps qu'il demande : jusqu'à la fin mai, y compris les jours de gelée, de pluie, et autres contretemps. "Quant au mur de clôture, le conseil décide qu'il faut adresser le plus tôt possible une requête à M. le maire qui nous a promis d'inviter le conseil municipal à prendre à sa charge la dépense de la construction de ce mur. ... Hansen a été autorisé à élever les dépenses jusqu'au chiffre maximum de 55.000 F., y compris ses honoraires, ses frais de voyage et autres... Farsat dit qu'il a invité formellement l'architecte à comprendre dans la somme précitée la dépense pour les bancs, pour le calorifère, pour le mur de clôture et le mur de soutènement. On devra au besoin sacrifier quelques ornements.

Le 27 juin 1883 le Conseil Presbytéral adresse au maire une requête : "Le terrain où s'élève notre temple se trouvant adossé au chemin de

Reclamations et observations de l'entrepreneur Laurent Florentin sur le règlement de ses travaux au temple Protestant. - 1883-1884 -	
<p>1^{re} Situation</p> <p>Les murs ont été <u>Béton</u> pour fondation. avec <u>parois</u> <u>graves</u> et <u>entièrement</u> <u>fourni</u> <u>par</u> <u>l'entrepreneur</u> Le m^{tr} 18^{fr} 80 au lieu de 11^{fr} 55 L'entrepreneur a <u>payé</u> <u>la</u> <u>situation</u> <u>la</u> <u>réserve</u> <u>de</u> <u>l'entrepreneur</u> <u>sur</u> <u>la</u> prix de 14^{fr} 80 réduit à 13^{fr} 50 Soit 68^{fr} 419 - 13^{fr} 50 La partie en fondation marquée N° 1 au plan d'attachement et dédoublée comme n'étant pas faite</p>	<p>Déduction faite</p> <p>816.87.</p>

Fig. 5 - État de situation de l'entrepreneur Laurent Florentin.

Beaumur dont le remblai forme en cet endroit une pente à pic, nous avons pensé qu'il devenait urgent dans un intérêt de sécurité pour les passants, de solidité pour le chemin, et aussi de protection contre la chute des eaux pluviales et des projectiles, d'y construire un mur de soutènement assez élevé pour être inaccessible aux enfants. L'utilité commune et pressante de cette construction nous a décidés à venir de nouveau solliciter votre obligeance, votre justice, pour que vous vouliez bien en prendre les frais à votre charge. de notre côté, comme nous sommes également intéressés à ladite construction, nous prenons l'engagement de fournir les pierres qui pourront y être employées. Les plans que nous avons soumis à votre approbation attestent en outre que nous avons fait de grands sacrifices pour élever un monument qui concourra d'une manière notable à l'embellissement du quartier où il est placé".

Mais le conseil municipal n'accorde pas de subvention. Dans le mémoire de l'architecte de 1886, adressé au ministre pour obtenir un don supplémentaire pour travaux imprévus, celui-ci explique que si les sommes prévues au devis ont été dépassées c'est à cause de la construction du mur de soutènement sur le rocher et celui de la rue Beaumur¹⁴ et le contrefort d'angle du voisin qui dut être adossé après la démolition du rocher. Ces frais s'élèvent à 4.915,33 F.

Il faut dire aussi que l'ameublement supprimé dans le devis du 20 juin 1882 a été fait quand même pour 4.635 F. : la chaire avec ses deux escaliers, l'autel et les bancs, la serrurerie, les rampes et ferrures de porte, la peinture en décor et le calorifère. Quelques économies faites par ailleurs ont donc

16 - Que l'architecte appelle Réaumur, comme la rue parisienne.

été largement dépassées par ces frais et, bien que l'architecte ne prenne que 4 % d'honoraires au lieu des 5 % habituels, le coût total de la construction s'élève à 65.063,60 F., ce qui dépasse les 55.000 F. prévus.

Plus tard l'Etat accordera un supplément de subsides de 1.500 F. Revenons en 1883. Laurent a construit à peu près dans les délais prévus puisqu'en juillet on pose les tuiles. Le 21 mars 1884 le conseil presbytéral étudie la date de l'inauguration. Tout a été fait très vite, il me semble, pour un bâtiment de cette ampleur et avec les moyens de l'époque. Farsat pense qu'il serait sage de faire "l'inauguration avant les élections municipales du 4 mai, ce qui nous permettrait d'inviter la municipalité actuelle avec laquelle nous avons eu de bons rapports. Il faudrait donc choisir le dimanche 27 avril".

L'inauguration du temple a lieu le dimanche 27 avril 1884 (Fig. 6) à 11 h. du matin. Neuf pasteurs en robe honoraient cette cérémonie de leur présence, dont le pasteur Louitz, président du consistoire de Mens. Il y avait aussi des délégués laïcs dont Rossi, banquier, trésorier de la Société d'aide aux Protestants disséminés de Genève, qui a beaucoup fait pour la paroisse de Vienne. des membres du conseil municipal honoraient aussi cette fête, mais le maire Edouard Girerd et le sous-préfet Monier s'étaient excusés.

"Près de 500 auditeurs se pressaient dans la nef du temple, dans la salle annexe et à la tribune où avaient pris place les personnes qui avaient bien voulu s'occuper de la préparation des cantiques... Blanc, organiste de la Chapelle de l'Eglise libre de Lyon, a eu l'extrême complaisance de venir plusieurs fois diriger les chants avec notre superbe harmonium, que nous devons à Mme de Joannis qui a su intéresser des amis américains à notre petite église. Quand les pasteurs et les laïcs délégués ont été tous présents dans la sacristie, le pasteur Aeschiman a adressé une fervente prière à Dieu pour lui demander de bénir cette belle journée. Ensuite, le cortège s'est mis en marche et, passant par la loge, a fait son entrée solennelle dans le temple par la grande porte".

Le culte se déroule avec les interventions de plusieurs pasteurs. Pour la Sainte Cène, on a dû utiliser les coupes de communion qui sont toujours en usage dans notre temple. Ces coupes sont des dons faits en 1843 par la duchesse d'Orléans, princesse de Mecklembourg-Schwerin, épouse du fils aîné du roi Louis-Philippe, ainsi que l'indique l'inscription que ces coupes portent sur leur pied. Mais on ne trouve aucune trace de l'arrivée dans la paroisse de ces deux vases.

L'après-midi, un autre culte a eu lieu à 14 h. 30, sous la présidence du pasteur Monod. : "... entre le culte du matin et celui de l'après-midi, les pasteurs, les délégués laïcs et beaucoup d'autres frères et sœurs étrangers à la ville, ont été reçus avec une cordialité vraiment chrétienne chez M. et Mme de Joannis qui leur ont offert un repas excellent¹⁷".

"Que la Parole de Dieu soit toujours fidèlement prêchée dans ce temple que nous avons élevé à sa gloire".

17 - M. de Joannis est directeur des Forges de Pont-Fvêque.

L'harmonium donné par Mme de Joannis est un instrument fragile et délicat, et en 1893 Mme Maracci en offre un autre. Cet harmonium est toujours là dans notre nouvelle salle de culte rénover. Au conseil du 5 juillet 1893, le secrétaire Roger fait le compte-rendu général des dépenses et des recettes relatives à la construction du temple (près de 10 ans après son inauguration).

"De son rapport, il résulte que le montant des mémoires et des quittances s'élève à la somme de 60.615,18 F." (c'est un peu moins que le mémoire de l'architecte)" et que les recettes ont été suffisantes pour couvrir ces dépenses".

"Il rappelle que la ville a bien voulu nous céder le terrain. Il dit que l'Etat a accordé 15.000 F. en trois annuités et a ajouté un subside de 1.500 F. pour aider à combler le déficit, soit au total 16.500 F. Le paiement du reste a été assuré par des collectes qu'ont faites MM. les pasteurs Goulden, Bipper, Farsat et par Mme de Joannis.

Conclusion

100 ans se sont écoulés depuis l'inauguration du temple en avril 1884. Pauvre en hommes et en moyens, la communauté l'avait conçu pour son usage et non pour le nôtre. Le construire était pour elle la preuve de sa propre existence, le témoignage de sa foi en Jésus-Christ et de sa confiance dans l'avenir. Les hommes se sont succédé sans interruption, d'année en année dans ces locaux que nos anciens nous avaient laissés.

Mais ceux-ci ne répondaient plus aux besoins actuels. La hauteur du plafond à 10 m. du sol rendait la grande salle pratiquement inchauffable donc inutilisable l'hiver, la tribune ne répondait plus aux normes de sécurité et on avait dû la condamner. Il y avait un besoin urgent de salles de réunions pratiques équipées de sanitaires. C'est pourquoi la petite communauté protestante, en 1984, s'est mise, elle aussi, au travail. Elle a rénové le temple. Le remodelage a été important, puisqu'on a fait un 2^e niveau en établissant une dalle coupant l'ancien temple horizontalement.

Cette rénovation a coûté 750.000 F. en 1984, obtenus par les dons des paroissiens, mais aussi des collectivités locales et des sociétés genevoises. Il ne faut pas oublier de noter que des équipes de paroissiens ont passé pendant les quatre dernières années beaucoup de samedis sur le chantier : plus de 5.000 h. de travail bénévole. Ils ont fait de leur mieux, fiers et reconnaissants de voir les résultats de leurs travaux, en espérant qu'ils pourront produire une vie plus active de la communauté, une foi plus forte et une ouverture plus grande à tous.

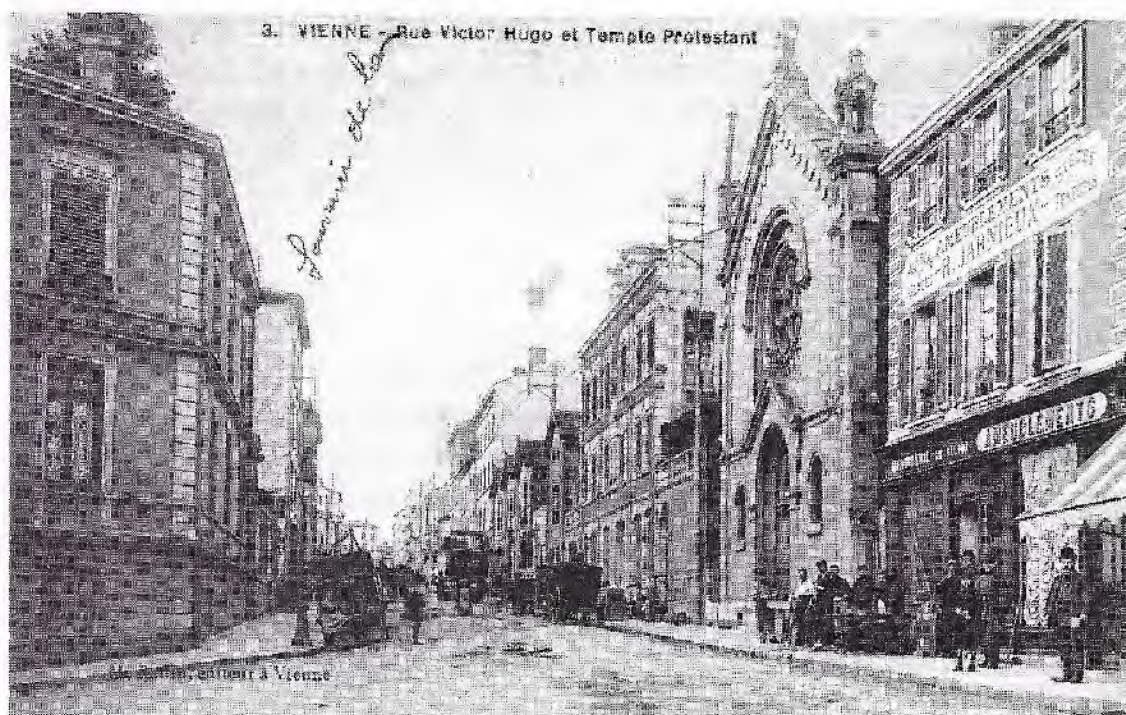


Fig. 6 - Le temple et la rue Victor-Hugo au début du siècle.

ANNEXE

Liste des pasteurs viennois de 1879 à 1984

M. FARSAT de 1879 à 1908
 M. BENOIT de 1908 à 1920
 M. MARTIN de 1920 à 1932
 M. RIVIER en 1932
 M. ANGELRAS de 1932 à 1952
 M. KAIBEL en 1952
 M. HATEAU de 1952 à 1956
 M. VERMEIL de 1956 à 1964
 M. LESPINASSE de 1964 à 1972
 M. BADEL en 1972
 M. WESTPHAL de 1972 à 1984¹

¹ - Le poste a été supprimé en 1984.

Les prochains rendez-vous

- **Mardi 5 octobre : Assemblée Générale** au siège de l'association, 5 rue de la Table-Ronde à 18 heures. Elle sera suivie d'un pot de l'amitié.
- **Dimanche 10 octobre : Forum des associations patrimoniales de l'Isère**, à partir de 9 heures à la salle des fêtes de Vienne.
- **Vendredi 15 octobre : Le parc de la Tête d'Or**, son histoire et ses architectures (Orangerie, serres, pavillon des gardes, embarcadère, monuments aux morts). Départ à 13 heures 15, gare routière. Prix : 100 F. Prière de se faire inscrire dès à présent auprès d'Annick Seguin au : 04 74 85 27 89.
- **Lundi 25 octobre : conférence sur la musique autrichienne :**
"Les triomphes du classicisme et de la modernité".
- **Lundi 29 novembre : conférence sur la musique anglaise :**
"Élégance et richesse de la musique britannique".
- **Lundi 24 janvier : conférence sur la musique scandinave.**
- **Lundi 13 mars : conférence sur la musique russe :**
"Une création fascinante et contrastée".

Ces quatre conférences seront assurées par M. FAVRE-TISSOT et auront lieu au collège Ponsard de 14 h 30 à 16 h 30. Le prix à la conférence est de 50 F. ou 160 F. pour les quatre.

ATTENTION !

TOUS LES ABONNEMENTS COMMENCENT AU 1^{er} JANVIER

Le règlement de la cotisation et de l'abonnement doit être effectué pendant le premier trimestre (sans omettre les sommes dues à titre antérieur).

*Faites un effort pour que ce bulletin continue à paraître.
Dès aujourd'hui, envoyez votre cotisation.*

MERCI

POUR LES NOUVEAUX ABONNÉS FICHE DE COTISATION AVEC ABONNEMENT AU BULLETIN DES "AMIS DE VIENNE"

NOM : Prénoms :

Adresse (pour l'envoi du bulletin par la Poste) :

Code postal Ville

TARIF ABONNEMENT pour 1999 :

Abonnement normal 150 F. ☐

Étudiants - Retraités 130 F. ☐

Abonnement de soutien 170 F. ☐

A retourner, accompagnée du règlement par chèque bancaire ou postal (C.C.P. Lyon 185-71 J), à l'adresse du siège social : "Amis de Vienne" 3-5, Rue de la Table-Ronde - 38200 Vienne.

A découper selon le pointillé

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES "AMIS DE VIENNE"

Président et Vice-Président d'Honneur :

Charles JAILLET - Charles FRÉCON

Comité de Patronage :

Roger LAUXEROIS - Conservateur des musées de Vienne

Hugues SAVAY-GUERRAZ - Conservateur du patrimoine

BUREAU

Président : André HULLO

Vice-Présidents :

Paul BLANCHON

Jean-François GRENOUILLER

Marcel PAILLARET

François RENAUD

Secrétaire général : Pierre GIRAUDO

Trésorier : Jacqueline BLANCHARD

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean ARMANET

Claude DARPHIN

Jean GUEFFIER

Jean-François GUILLET

Hélène GUILLOT

Philippe MARET

Jean MELMOUX

Robert MOUSSIER

Jean PERRIOLAT

Gilbert ROCHE

Annick SEGUIN

Jean SONDAZ

Danièle THEVENET

Jacquelyne TROUILLER

COMITÉ DE LECTURE

Jean ARMANET, Paul BLANCHON, Pierre GIRAUDO, André HULLO,
Roger LAUXEROIS, Jean MELMOUX, François RENAUD.

Le Comité de Lecture laisse aux auteurs des articles l'entière responsabilité des opinions émises.

Directeur de la publication : A. HULLO - C.P.P.A.P. N° 54282 - I.S.S.N. 1148-8514

Association des Amis de Vienne : SIRET 414 716 969 00012

Imp. Dauphinoise, Vienne - Septembre 1999



*Publié avec le concours
du Conseil Général de l'Isère
des villes de Vienne, Villette-de-Vienne,
Sainte-Colombe et Saint-Romain-en-Gal*

